

*Initiatives ministérielles*

Quand j'ai rencontré Daryl Bean pour faire redémarrer les négociations, je lui ai parlé très franchement du budget consacré aux salaires. Je lui ai demandé quelles étaient les domaines où nous pourrions progresser, Assurément, c'était une question cruciale. C'est pourquoi on en discute. C'en est une pour le syndicat au moment où tout le monde au Canada s'inquiète de son avenir. Nous avons estimé que nous pouvions négocier à ce sujet et faire de notre mieux pour assurer une certaine sécurité d'emploi à nos employés.

• (2130)

Je dirais que sur ce point nous avons un bon bilan. J'ai estimé que nous n'avions pas besoin d'aller très loin. Nous sommes le plus gros employeur du Canada. Nous employons presque 225 000 personnes qui relèvent du Conseil du Trésor. Sur ce nombre, à une époque de grave récession comme nous le rappelle tous les jours l'opposition, 106 employés ont dû partir contre leur volonté, et dans la plupart des cas c'était parce qu'il leur était impossible de déménager pour des raisons que je respecte. Nous étions disposés à les recycler. Nous sommes prêts à consacrer deux années à nos employés pour les recycler et les aider à trouver un autre emploi.

Même si nous avons essayé d'alléger la fonction publique de 1986 à maintenant, avec un personnel de 225 000 personnes, nous avons perdu seulement 1 500 qui ont dû partir contre leur volonté. C'est un très bon bilan et je ne connais personne qui en ait de meilleur. C'est un meilleur bilan que celui de Daryl Bean avec son propre personnel.

Songez à ce que ce dernier disait il y a quelques mois. Il déclarait que les temps étaient durs, qu'il ne pouvait pas faire mieux, qu'il devait supprimer des postes. Eh bien, nous traversons tous une période difficile et nous essayons d'y faire face du mieux que nous pouvons et nous pensions que, la sécurité d'emploi étant quelque chose de bien reconnu, nous pouvions négocier à ce sujet.

Et vous avez dit que vous estimiez que le gouvernement était sincère. Nous l'étions, et la somme forfaitaire versée n'était pas médiocre. Elle était raisonnable, à notre avis, pour les gens à revenu faible qui naturellement sont le plus éprouvés par cette année sans augmentation. Nous étions très heureux de faire cette offre.

Nous n'avons pas agi comme certains autres gouvernements libéraux au Canada qui ont supprimé tous les avantages cette année. Nous avons essayé de les améliorer: les soins dentaires et médicaux et, comme vous l'avez indiqué, bien d'autres.

Le député dit que nous essayons de détruire les symboles du Canada. Je voudrais lui rappeler que lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, en 1984, pour chaque dollar que les Canadiens payaient en impôts à Ottawa, le gouvernement libéral dépensait 1,33 \$. Évidemment, on peut faire bien des heureux. Évidemment, on peut distribuer de l'argent qu'on n'a pas. Mais, tôt ou tard, on se retrouve avec une dette de taille. C'est ce problème que nous essayons de régler.

Nous voudrions bien donner davantage aux gens, mais faut-il emprunter? Augmenter les impôts? Nous avons donc demandé à nos employés de faire leur part. Quelqu'un a demandé parmi les néo-démocrates si un montant de 200 millions de dollars était important. Évidemment, eux ont une planche à billets. Pas nous.

C'est important. C'est difficile pour les employés, mais ils doivent faire leur part. Nous avons pris bien d'autres mesures à l'époque du budget. Nous avons certes pris des mesures touchant les employés syndiqués, mais nous avons annoncé aussi que nous allions réduire de 10 p. 100 l'effectif des cadres. C'est une décision très difficile.

Nous essayons de vivre selon nos moyens et nous estimons que l'administration publique coûte déjà assez cher aux Canadiens. Cet argent vient de milliers et de milliers de Canadiens qui n'ont même pas de travail. Nous voulions donc donner l'exemple. De nombreuses provinces nous ont emboîté le pas. Nous avons montré la voie à suivre et nous constatons maintenant la reprise de l'économie. La baisse des taux d'intérêt est bénéfique et nous pouvons espérer améliorer les conditions et protéger l'avenir de nos employés. Agir autrement ne serait pas utile.

Pour ce qui est des entrepreneurs de l'extérieur, nous avons dit que nous continuerons de chercher les meilleurs façons de fournir des services au coût le plus bas possible. C'est raisonnable. Quand on est aussi fauché que nous le sommes, avec une dette de 400 milliards de dollars et un déficit de 30 milliards, il faut trouver des moyens de réduire les dépenses. Sinon, c'est la pente descendante.

C'est une des nombreuses façons de réorganiser son mode de fonctionnement; on peut s'adresser à des organismes de services spéciaux comme nous l'avons fait avec succès et essayer de diverses manières quand on a une responsabilité limitée dans le temps, si on n'a pas à s'engager à accorder à tout jamais un salaire, des avantages sociaux, etc. Nous avons évidemment demandé à chaque ministère de se pencher là-dessus, mais, en cours